

Les opinions et les pratiques environnementales des ménages

Que ce soit au sujet du changement climatique, des risques santé-environnement ou de l'érosion de la biodiversité, l'environnement s'est installé au cœur du débat public et des priorités de l'action publique. Modifier nos modes de vie pour moins utiliser de matières premières et d'énergie, moins produire de déchets et de pollutions est devenu une injonction largement admise. Cependant, les enquêtes montrent que ce processus ne se traduit pas systématiquement dans l'ensemble des sphères de la vie domestique des ménages comme celle de la consommation d'énergie ou des déplacements. L'évolution de certains de nos comportements est limitée par des facteurs structurels liés à l'organisation même de nos modes de vie¹.

La protection de l'environnement : un impératif qui fait l'unanimité

Confirmant la tendance observée depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'environnement est l'un des premiers sujets d'inquiétude des Français. Une enquête Eurobaromètre conduite en août-septembre 2009 dans les 27 pays de l'Union européenne révèle que, parmi une liste de huit sujets, le réchauffement de la planète est le problème le plus sérieux pour le monde aux yeux de 57 % des Français (47 % en moyenne dans l'Union européenne), juste derrière la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (80 %).

Dans le classement des préoccupations environnementales, le changement climatique est clairement identifié comme le premier enjeu. D'après le baromètre Crédoc-SOeS² de 2009, le réchauffement de la planète est en effet le problème environnemental le plus préoccupant (38 %), devant la pollution de l'air (34 %), la disparition de certaines espèces végétales ou animales (27 %) et la pollution de l'eau, des rivières et des lacs (26 %).

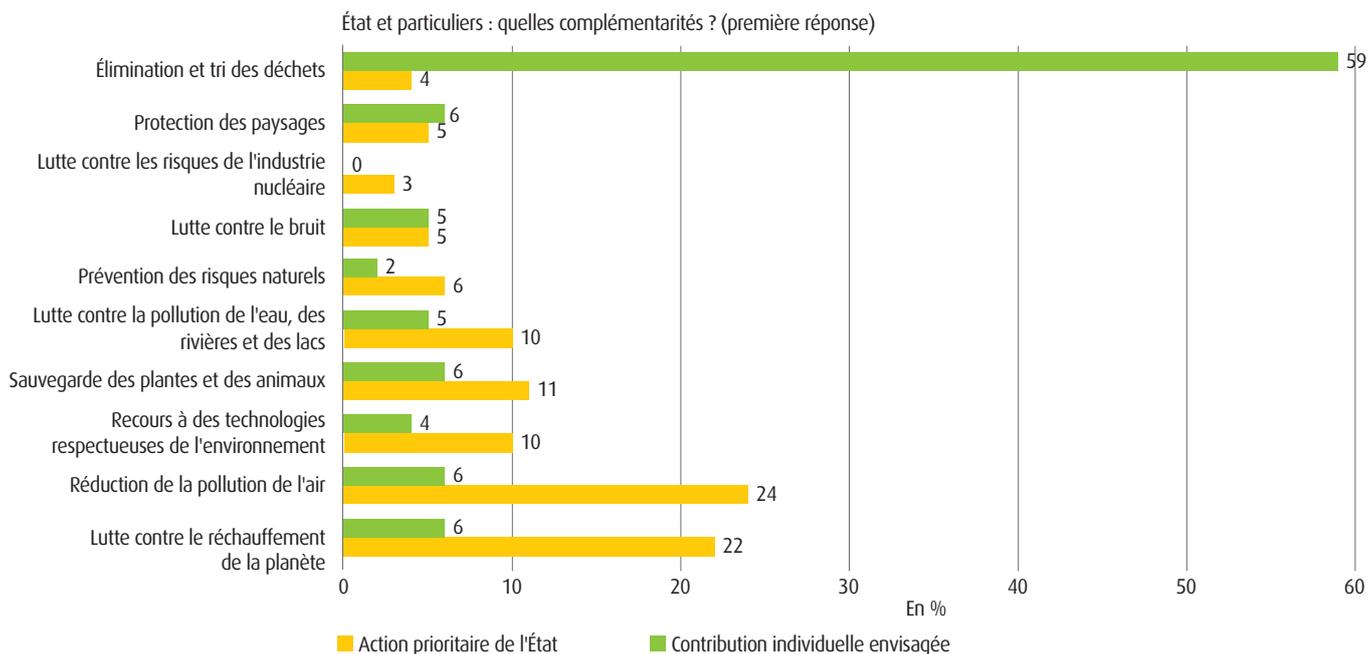
¹ Les analyses présentées dans ce chapitre offrent une lecture sociologique complémentaire des approches privilégiant la rationalité économique individuelle. Ces dernières montrent comment l'intérêt collectif (la protection de l'environnement) est ou n'est pas intégré dans la maximisation de l'utilité par les individus.

² Crédoc : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie - SOeS : Service de l'observation et des statistiques.

La répartition des rôles entre l'État et les particuliers

Les actions attendues de l'État reflètent clairement la hiérarchie des problèmes environnementaux cités par les personnes interrogées. Quand il s'agit de désigner les actions prioritaires que les pouvoirs publics doivent mener, elles citent en premier la lutte contre le réchauffement climatique, la pollution de l'air devant celle de l'eau, des rivières et des lacs. La lutte contre le bruit, la protection des paysages ou la prévention des risques naturels sont moins identifiées comme des domaines d'action prioritaire de l'État. Quand on demande aux Français l'action individuelle par laquelle ils estiment contribuer le plus à la protection de l'environnement, l'élimination et le tri des déchets est massivement retenu (59 %). En matière de réduction de la pollution de l'air ou des émissions de gaz à effet de serre, les individus semblent avoir des difficultés à identifier le périmètre de leur capacité d'action, en dépit des nombreuses démarches d'information sur les gestes individuels à accomplir.

Actions prioritaires de l'État et contributions individuelles dans la protection de l'environnement



Source : Crédoc-SOeS, Enquête « Conditions de vie et aspirations des Français », début 2009.

Le plébiscite pour le tri se retrouve dans l'enquête Eurobaromètre réalisée en 2009 sur les attitudes des Européens vis-à-vis du changement climatique. Parmi les personnes qui déclarent agir personnellement dans la lutte contre le changement climatique, les Français sont ceux qui citent le plus fréquemment le tri des déchets pour le recyclage (91 % contre 78 %). En revanche, quand il s'agit de choisir des modes de déplacements « doux » pour l'environnement, les Français, comme les autres Européens, ne sont que 32 % à déclarer le faire tout comme ils sont 33 % à déclarer utiliser moins souvent leur voiture (un peu plus que la moyenne européenne située à 24 %).

Une difficile traduction dans les gestes

La formation d'un consensus sur la gravité du réchauffement climatique depuis quelques années a rendu tangibles et a amplifié les thèses écologistes nées dans les années soixante-dix et quatre-vingt. S'appuyant sur le refus de la domination de la nature par l'homme à l'origine de multiples atteintes à la biosphère, le « grand récit écologique » est devenu un élément structurant du système de valeurs des Français selon l'enquête sur les valeurs des Européens de 2008. Cependant, les multiples injonctions invitant à changer nos comportements dans des domaines comme les déplacements, la consommation d'énergie dans l'habitat, les achats alimentaires ou le tourisme n'entraînent pas encore de modifications significatives de nos modes de vie.

Un décalage entre opinion et comportements

Les enquêtes permettent d'observer le décalage entre les opinions et les comportements, même si les personnes interrogées peuvent surestimer le niveau des pratiques environnementales déclarées à travers un mécanisme dit de « désirabilité sociale ». Ce résultat, régulièrement constaté, souligne la difficulté d'estimer le rôle de l'opinion des individus dans l'adoption des pratiques environnementales.

8 personnes sur 10 estiment qu'elles peuvent, à titre personnel, jouer un rôle dans la protection de l'environnement selon une enquête Eurobaromètre réalisée fin 2007. Or, cette attitude ne se traduit pas concrètement dans les comportements. Invités à citer parmi une liste de neuf actions celles qu'ils avaient réalisées au cours du mois précédent dans un objectif environnemental, les Français déclarent en moyenne 3,3 gestes contre 2,6 pour la moyenne européenne.

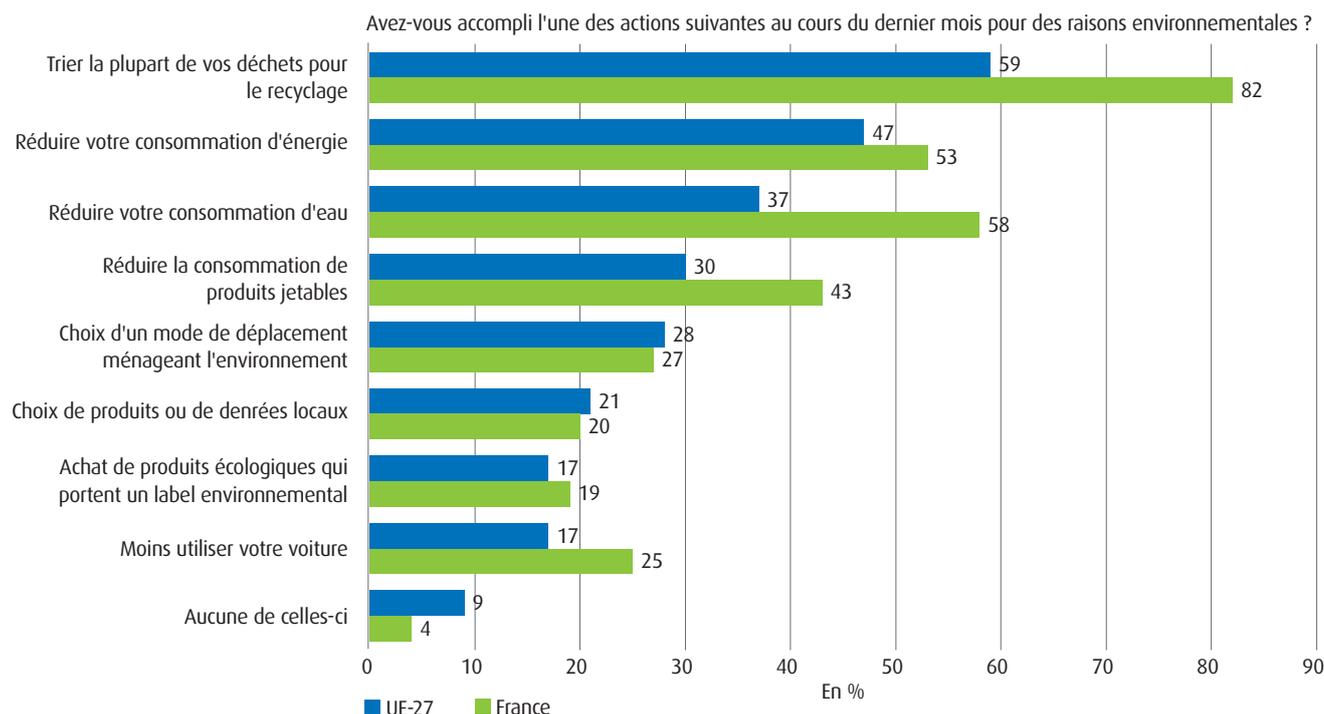
C'est toujours dans le domaine du tri des déchets que les Français s'illustrent particulièrement : 8 personnes interrogées sur 10 déclarent avoir accompli ce geste (contre 6 sur 10 pour l'ensemble de l'Union européenne). Viennent ensuite les actions dans le domaine de la réduction de la consommation d'eau et d'énergie pour lesquelles ils témoignent d'une pratique plus importante que les autres Européens. Ces trois actions relèvent toutefois d'habitudes déjà bien installées comme le tri, ou motivées par un objectif général d'économie, non spécifique à l'environnement, pour ce qui est des consommations d'énergie et d'eau. Choisir des denrées ou des produits locaux, acheter des biens dotés d'un Ecolabel ou réduire l'usage de la voiture sont en revanche des actions plus contraignantes nécessitant de modifier ses habitudes de consommations³ et de déplacements. Ces actions, qui requièrent une démarche environnementale active des individus, sont aussi les moins répandues : si 3 Français sur 4 se disent prêts à acheter des produits respectueux de l'environnement même s'ils sont un peu plus chers, ils sont seulement 1 sur 5 à déclarer l'avoir fait dans le mois précédent.

Les caractéristiques socio-économiques du civisme « vert »

La sensibilité écologique des individus influe sur l'adoption des pratiques les plus emblématiques du civisme « vert » comme l'achat de produits issus de l'agriculture biologique, l'équipement d'ampoules basse consommation ou la prise en compte de la consommation d'énergie lors des achats d'électroménager.

³ Par ailleurs, le surcoût de certains de ces produits peut être quelquefois dissuasif.

Actions accomplies pour des raisons environnementales par les Français et les Européens



Source : Eurobaromètre spécial 295 « Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement », novembre-décembre 2007.

Les populations, qui à la fois intègrent le plus de pratiques environnementales et expriment une sensibilité environnementale, appartiennent plus souvent aux classes aisées. L'aisance socio-économique rend les ménages réceptifs au sens collectif (« écocitoyenneté », solidarité avec les générations futures) contenu dans les gestes environnementaux. Inversement, les ménages en situation de précarité sociale et économique sont aussi ceux qui éprouvent le plus de réticences à se mobiliser pour des causes collectives. Cela est d'autant plus accentué par le prix plus élevé de certains produits environnementaux.

Concernant des domaines de pratique liés à l'organisation de nos modes de vie, tels que la consommation d'énergie et d'eau ou les déplacements, les déterminants de l'adoption de pratiques environnementales sont en revanche peu liés à la sensibilité écologique des individus mais davantage à leur revenu. Ainsi, le niveau d'équipement des ménages augmente avec celui des ressources disponibles, entraînant de ce fait une hausse de la consommation d'énergie. Cela est accentué par l'offre croissante des produits électroménagers et ceux issus des technologies de l'information et de la communication. Les comportements favorables à l'environnement d'un côté et la consommation d'énergie, de ressources et de matières premières de l'autre fonctionnent chez un même ménage comme deux compartiments déconnectés.

Les gestes environnementaux recouvrent donc des domaines de pratiques relevant de logiques différentes et mises en œuvre par des populations hétérogènes sur le plan socio-économique.

DONNÉES & MÉTHODOLOGIE

Les sources utilisées

L'enquête Crédoc-SOeS a été réalisée début 2009 en face à face auprès de 2 000 individus de 18 ans et plus sélectionnés selon la méthode des quotas. Calculés d'après le dernier recensement disponible, ces quotas permettent d'obtenir un échantillon représentatif sur les principales variables sociodémographiques : âge, sexe, professions-catégories sociales, région, taille d'agglomération.

L'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) a été réalisée en 2005 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en face à face auprès de 6 210 ménages.

Les enquêtes Eurobaromètre ont été réalisées en face à face dans les 27 pays de l'Union européenne auprès d'échantillons nationaux de 1 000 individus en moyenne âgés de 15 ans et plus. Les enquêtes Eurobaromètre et Insee appliquent une méthode d'échantillonnage à tirage aléatoire des adresses des personnes à interviewer.

Les résultats d'un sondage sont des estimations dont la précision dépend de la taille de l'échantillon et de la fréquence du phénomène observé. En outre, il est important de souligner que les enquêtes d'opinion ne mesurent qu'un état de conscience collective à un moment donné sur une question donnée en relation avec son traitement au sein du débat public par les médias, les experts et les politiques.

Des changements d'habitudes limités par la quête du confort

Les décalages observés entre la sensibilité environnementale et l'accomplissement de gestes « verts » sont liés au fait qu'un nombre considérable de nos pratiques quotidiennes sont insérées dans un tissu dense de contraintes. Celles-ci prennent leurs racines dans les modes de vie actuels caractérisés par un accès massif à la « consommation » de biens et de services et un cadre de vie dominé par la ville. Ces contraintes sont

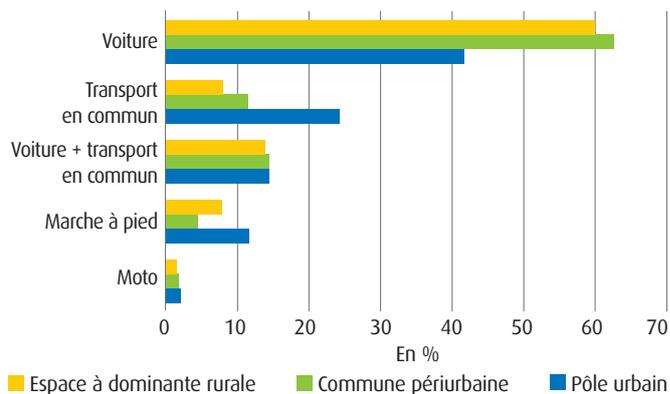
plus spécifiquement liées à l'organisation physique des espaces de vie (réseaux routiers, systèmes d'approvisionnement énergétique, télécommunications...), aux modes de vie (rythme de vie, loisirs...) et aux normes sociales. Les transports et la consommation d'énergie constituent des domaines où l'action conjointe de ces contraintes sur les ménages est particulièrement importante.

La dépendance vis-à-vis de la voiture

Pour caractériser la place hégémonique de la voiture, on parle dorénavant de « dépendance automobile ». Cette formule souligne l'idée que les contradictions qui se nouent autour de la voiture ne sont jamais apparues avec autant d'acuité que ces dernières années : si elle est en effet de plus en plus perçue comme une source de nuisances (pollution de l'air, bruit, insécurité, congestion), l'organisation de nos modes de vie ne cesse d'accroître notre dépendance vis-à-vis d'elle. Le choix du mode de transport est en effet quasiment indépendant de la sensibilité environnementale des individus.

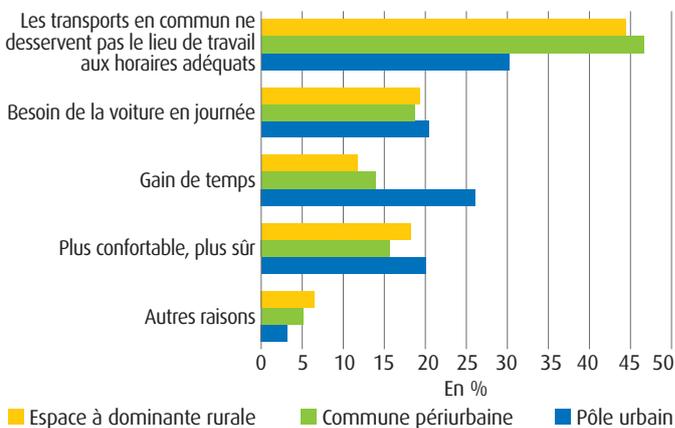
L'étalement urbain et la sectorisation fonctionnelle de l'espace (dissociation spatiale des lieux de vie, de travail, de production, de consommation, de loisirs) entraînent une utilisation toujours plus importante de la voiture. Pour les déplacements quotidiens, son usage est avant tout déterminé par le lieu de résidence et l'offre en transports en commun. Les personnes résidant en zone périurbaine ou rurale sont

Moyen de transport utilisé par la personne interrogée pour se rendre à son lieu de travail ou d'étude



Source : Insee, Enquête permanente sur les conditions de vie « Pratiques environnementales des ménages », janvier 2005 (tableau repris de l'Insee, 2007).

Motifs d'utilisation de la voiture



Source : Insee, Enquête permanente sur les conditions de vie « Pratiques environnementales des ménages », janvier 2005 (tableau repris de l'Insee, 2007).

particulièrement dépendantes de la voiture. En moyenne, 1 individu sur 2 utilise sa voiture pour aller travailler ou étudier. Dans les communes rurales, ils sont environ 2 sur 3 à le faire contre 4 sur 10 pour les résidents des centres villes des agglomérations de plus de 100 000 habitants (Bordeaux, Nantes, Orléans, Strasbourg...) et seulement 1 sur 10 à Paris.

La consommation d'énergie, au cœur de nos modes de vie

L'utilisation de l'énergie dans la vie quotidienne des ménages se distingue par son caractère diffus ainsi que par la multiplicité des petits gestes routiniers par lesquels elle s'accomplit. Les ménages sont « les terminaux » d'un système sociotechnique qui associe des dispositifs matériels (réseau d'approvisionnement d'énergie, équipements), des pratiques et des valeurs. Les pratiques de consommation d'énergie sont en effet fortement arrimées à des normes sociales organisées autour des notions de confort, de praticité, de rapidité, de propreté, etc. Par ailleurs, la consommation énergétique domestique est divisée en différents compartiments qui mobilisent des rationalités différentes : chauffage, eau chaude, éclairage, lavage du linge, de la vaisselle, cuisson... Plus qu'un simple agencement technique, l'usage de l'énergie donne lieu à une mise en scène des valeurs, du statut social à travers la possession et l'usage des équipements, la création d'ambiance, etc. À l'image d'une boîte noire, les pratiques des ménages autour de l'énergie constituent une zone complexe dont il est difficile de dégager les grandes logiques de fonctionnement. Les injonctions environnementales y entrent en conflit avec la multiplicité des formes que revêt d'un ménage à l'autre la quête du confort et du bien-être.

Une étude conduite en 2007 par le Crédoc compare les consommations énergétiques de deux ménages : l'un, ayant des comportements peu économes et l'autre, engagé dans une démarche d'économie d'énergie. Les résultats indiquent « que les gains à retirer d'un comportement économe ne sont finalement que modérément incitatifs au regard de la multiplicité des gestes quotidiens que cela implique de changer ». Comme le montrent de nombreuses études, un gain significatif et rapide de la consommation d'énergie par les ménages semble davantage pouvoir être atteint à l'aide d'investissements dans les installations de l'habitation (chauffage, isolation) plutôt que par le changement des habitudes.

Pour en savoir plus

- Bozonnet J.-P., 2009. « Les Français et la nature : adhésion au grand récit écologique », in *La France à travers ses valeurs*. Paris : Armand Colin. pp. 125-130.
- Poquet G., Dujin A., 2008. « Pour les ménages, la recherche du confort prime encore sur les économies d'énergie », *Consommation et Modes de vie*, n° 210, mars 2008. Crédoc. 4 p.
- Ifen, 2007. *Les pratiques environnementales des Français en 2005*. Orléans : Ifen. 68 p. (coll. *Les dossiers de l'Ifen*, n° 8).
- Planchat C., 2007. « Protéger l'environnement : un objectif pour une grande majorité de Français », *Insee Première*, n° 1 121, janvier 2007. 4 p.
- Wallenborn G., Dozzi J., 2007. « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? » in *Environnement et inégalités sociales*. Bruxelles : Éditions de l'université de Bruxelles. pp. 41-60.

Sites internet

- Commission européenne (Opinion publique) : Enquêtes Eurobaromètre http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm
- Service de l'observation et des statistiques (SOES) : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr> Rubrique « Environnement » > « Observation et statistiques de l'environnement » > « Données essentielles » > « Société » > « Opinion ».

ENVIRONNEMENT ET TERRITOIRE

Vers une consommation responsable : le cas de l'alimentation

Les activités liées à l'alimentation génèrent des impacts environnementaux importants : pollution de l'eau, émissions de dioxyde de carbone (CO₂), érosion de la biodiversité, production de déchets, etc. La diminution des pressions exercées par ce secteur sur la biosphère fait partie des priorités revendiquées par l'action publique. Parmi toutes les déclinaisons proposées en matière d'agriculture durable, l'agriculture biologique⁴ est la plus emblématique. Ne représentant encore que 2 % de la surface agricole utilisée en France, la loi Grenelle⁵ fixe un objectif de 6 % de surfaces bio en 2012 et de 20 % en 2020.

En avril 2008, 1 Français sur 3 déclare avoir réalisé au cours du dernier mois des achats dans un magasin bio ou dans le rayon bio d'un supermarché selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages réalisée par l'Insee. Parmi toutes les motivations qui poussent à consommer bio, la recherche du « naturel », la qualité sanitaire, la protection de l'environnement et le goût sont les plus fréquemment évoquées. Caractéristique d'une agriculture dite « naturelle » car plus dépendante des aléas climatiques, l'irrégularité de la production (quantité mais aussi taille et forme des fruits et légumes) est valorisée dans le sens où elle s'oppose à la standardisation des produits issus de l'industrie agroalimentaire ou de l'agriculture conventionnelle.

Que ce soit avec l'agriculture biologique, le commerce équitable ou l'achat direct auprès des producteurs, l'alimentation donne lieu à des pratiques alternatives dont certaines s'inscrivent dans une démarche d'une portée explicitement politique. Au-delà de la fréquence et de la quantité de produits bio achetés, le mode d'approvisionnement témoigne ainsi d'attitudes plus ou moins engagées où les propriétés intrinsèques du produit ne sont pas les seuls critères d'achat.

Les systèmes de commercialisation directe entre producteurs et consommateurs comme les « paniers bio » ou les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) proposent, à travers cette proximité, un modèle alternatif de consommation. Apparues

en 2001 dans le sud de la France, on compte en 2009 entre 1 000 et 1 200 Amap en France. Il s'agit de structures où consommateurs et producteurs s'engagent sous une forme contractuelle selon le principe d'une cogestion de la production et de la distribution sans aucun intermédiaire. Les premiers doivent prépayer la production pour une durée de 6 à 12 mois. Ils doivent aussi être solidaires dans les aléas naturels qui peuvent impacter l'exploitation et s'impliquer dans la gestion de l'Amap en participant à la distribution voire aider ponctuellement le producteur. De son côté, le producteur s'engage à fournir une production de qualité, diversifiée et être transparent dans ses méthodes de production et de fixation des prix. Dans un contexte où les avantages des circuits courts sont redécouverts (saisonnalité, faibles émissions de CO₂, défense d'une agriculture locale), les Amap constituent aux yeux de leurs promoteurs une alternative au modèle agriculture intensive/grande distribution. On retrouve chez les adhérents toutes les attentes exprimées par ailleurs à l'égard des produits issus de l'agriculture biologique (qualité, authenticité, santé, souci de l'environnement).

Cette volonté de s'affranchir le plus possible du marché contribue à faire de l'alimentation « un acte politique ». Même si ces groupes touchent un nombre restreint de consommateurs, ils sont parvenus à conduire certains acteurs privés (industriels, distributeurs) à promouvoir les circuits courts et à proposer des produits issus de petites exploitations agricoles hexagonales. Du fait de leur taille, ces grandes marques ont la capacité de modifier l'expression de la demande des consommateurs.

Pour en savoir plus

- Dubuisson-Quellier S., 2009. *La consommation engagée*. Paris : Les Presses de SciencesPo. 143 p.
- Lamine C., 2008. *Les intermittents du Bio : pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*. Paris, Versailles : Éditions de la maison des sciences de l'homme, Éditions QUAE. 344 p. (Coll. *Natures sociales*).

⁴ Voir le chapitre « Agriculture ».

⁵ Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

PHÉNOMÈNES ÉMERGENTS

Observer les pratiques quotidiennes pour comprendre les freins au changement

Les enquêtes par questionnaires présentent des limites quand il s'agit de comprendre l'organisation des pratiques quotidiennes des ménages dans le domaine des déplacements ou de la consommation énergétique. Notre environnement domestique est peuplé d'objets techniques autour desquels chaque individu met en place tout un ensemble de pratiques. Leur étude détaillée par les sociologues et les anthropologues s'effectue à l'aide de techniques d'observation directe et d'entretiens qualitatifs. Ces travaux permettent ainsi de comprendre comment les gestes déployés autour des objets et dispositifs techniques s'insèrent dans l'épaisseur des rythmes quotidiens et à quels représentations et systèmes de valeurs ils sont liés.

Nos habitations sont entièrement organisées autour de l'utilisation de l'énergie. La consommation d'énergie est au cœur même de nos modes de vie actuels. En dépit de l'augmentation de l'efficacité énergétique des appareils, la maîtrise de la consommation d'énergie par les ménages se heurte à deux éléments : la multiplication des équipements (nouvelles technologies de l'information et de la communication notamment) et l'attachement au confort.

S'appuyant sur l'observation de quarante familles propriétaires, I. Moussaoui montre que la consommation d'énergie met en tension deux logiques au sein du ménage : celle de la maîtrise de la consommation, qui, trop poussée, peut conduire « à des rapports tendus dans les relations sociales » et celle du confort et du bien-être. Cette seconde logique peut amener à du gaspillage si elle n'est pas régulée. Cette opposition se manifeste par exemple au niveau des enfants : on tente de les responsabiliser à travers la chasse aux appareils laissés inutilement allumés. Parallèlement, on les protège en augmentant le chauffage des chambres la nuit ou afin qu'ils soient bien installés pour faire leurs devoirs. Présente dans toutes les sphères de la vie quotidienne, la maîtrise de l'énergie est située au cœur de la dynamique du ménage. L'exemple des conflits générés par la fixation de la température intérieure du logement est une illustration de la centralité de l'énergie dans les rapports intra-familiaux. Par ailleurs, selon que l'on conçoive son habitation comme un lieu convivial, un refuge, un lieu de démonstration ou un lieu accessoire, l'usage des appareils servant à mettre en scène cette conception et à « créer une ambiance » (éclairage, diversité des appareils, température, etc.) sera différente, et la consommation d'énergie

variera. Le changement des habitudes est limité par la quête du confort et du bien-être qui sont des valeurs centrales des modes de vies actuels. Dès lors, les incitations à la maîtrise de l'énergie peuvent recueillir un faible écho si elles sont vécues comme de la privation voire de la régression sociale.

Dans le domaine des déplacements et plus particulièrement des trajets domicile-travail, les comportements sont fortement déterminés par différents paramètres : distance, horaires, contraintes professionnelles, vie familiale, offres alternatives de transports, etc. C'est donc au cœur de ce système de contraintes que se créent les habitudes de déplacement et notamment la dépendance à la voiture. Ainsi, plus le chaînage quotidien des activités réparties entre le travail, la conduite des enfants, les loisirs ou les courses est important, plus l'usage de l'automobile est routinisé. Ce n'est qu'à l'occasion de rupture biographique (changement de travail, déménagement, diminution des impératifs familiaux liés à l'autonomisation ou au départ des enfants) qu'une recomposition des habitudes peut intervenir à la condition que cette disposition au changement rencontre une réelle alternative.

Pour en savoir plus

- Dobré M., Juan S. (sous la dir.), 2009. *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*. Paris : l'Harmattan, 317 p.
- Vincent S., 2008. « Les « altermobilités » : analyse sociologique d'usages de déplacements alternatifs à la voiture individuelle. Des pratiques en émergence ? » (thèse pour le doctorat de sociologie, université René Descartes-Paris V). 417 p.
- Moussaoui I., 2007. « De la société de consommation à la société de modération », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 103. pp. 112-119.
- Wallenborn G., Dozzi J., 2007. « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? » in *Environnement et inégalités sociales*. Bruxelles : Éditions de l'université de Bruxelles. pp. 41-60.